



# RECOMMANDATIONS COMMUNES ISSUES DE L'OBSERVATION DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DU 25 OCTOBRE 2025 EN COTE D'IVOIRE

**Présentées par :**

CRASC CENTRE

CRASC EST

CRASC SUD

CENTRE AHOUE

Dans le cadre des élections présidentielles du 25 octobre 2025 en Côte d'Ivoire, des organisations de la société civile (CRASC CENTRE, CRASC EST, CRASC SUD et CENTRE AHOUE) ont conduit des missions d'observation électorale sur tout l'étendue du territoire ivoirien. Au terme de ces élections, ces organisations décident ensemble de formuler des recommandations aux parties prenantes, notamment à la CEI, afin de la prise en compte dans l'organisation des élections futures.

Nous venons par la présente transmettre nos recommandations communes formulées à cet effet.

| N° | Recommandations  | Institutions concernées<br>(pour mise en oeuvre) | Instruments<br>internationaux/régionaux   |
|----|--|--|---|
| 1  | Renforcer la <b>formation des agents électoraux</b> à travers des formations complètes et pratiques, afin d'assurer le respect strict des procédures, la mise en œuvre correcte du mode opératoire et l'utilisation efficace des outils de gestion électorale.<br>Il est également essentiel de garantir une compréhension uniforme du <b>rôle et des droits des observateurs</b> , conformément à la législation nationale et aux standards internationaux. | CEI  | Déclaration de Bamako, Chapitre IV art. 7.<br><br>Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, art. 27 et 32.<br><br>Déclaration de l'OUA/UA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique, chapitre III, alinéa i.<br><br>Déclaration de principe de l'observation internationale d'élections, art.12b. |
| 2  | Publier de manière systématique les <b>résultats détaillés par bureau de vote</b> . Cette publication permet d'assurer une traçabilité complète des résultats, de faciliter les vérifications croisées par les acteurs électoraux, d'offrir aux citoyens et aux observateurs un accès direct aux données brutes, et de réduire les risques de contestation. En cas de litige, la disponibilité de ces  | CEI  | Commission de Venise, lignes directrices en matière électorale (2002).  |

|   |  |   |  |
|---|--|---|--|
|   | <p>résultats au niveau le plus désagrége constitue un outil essentiel pour garantir la crédibilité du scrutin, la transparence et la confiance du public dans les institutions électorales.</p>  |   |  |
| 3 | <p>Assurer que les lieux de vote soient <b>accessibles pour les personnes à mobilité réduite</b>, en prévoyant des rampes et en évitant les sites en hauteur pour les personnes âgées, enceintes ou en situation de handicap.</p> <p>Mener des campagnes de sensibilisation sur les droits et les besoins spécifiques des personnes handicapées pour augmenter leur participation et représentation dans la vie politique.</p>   | CEI   | <p>Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 25 et son observation, paragraphe 12.</p> <p>Convention relative aux droits des personnes handicapées, art. 29.</p> |
| 4 | <p>Élargir la période de campagne de <b>sensibilisation</b> avant chaque scrutin, afin de permettre une meilleure appropriation des informations électorales par l'ensemble de la population. Développer des actions de sensibilisation ciblées à destination des groupes les plus vulnérables, notamment en milieu rural, où l'accès à l'information demeure limité. Vulgariser, à travers une diversité de médias, toutes les informations électorales dans les principales langues nationales pour garantir une compréhension inclusive du processus.</p> <p>À long terme, prévoir des activités continues <b>d'éducation civique</b> afin de renforcer</p> | <p>CEI</p> <p>Société Civile</p> <p>Partis Politiques</p> <p>Médias</p> <p>Partenaires techniques/Bailleurs des fonds</p> <p>Gouvernement</p> | <p>Observation générale 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.</p>   |

|    |   |  |  |
|----|---|--|--|
|    | durablement la participation citoyenne et la confiance dans les institutions électorales.   |  |  |
| 5. | <p>À court terme, renforcer les mécanismes de <b>lutte contre la désinformation</b> en accroissant les moyens logistiques et techniques dédiés à la vérification en temps réel des fausses informations durant les scrutins, et mettre en place un dispositif de réaction rapide capable de corriger et de diffuser immédiatement des informations fiables.</p> <p>À long terme, promouvoir de manière systématique <b>l'éducation aux médias</b>, en particulier auprès des jeunes et des femmes, afin de renforcer leur capacité à identifier les contenus manipulés, à comprendre les sources d'information et à développer un esprit critique face aux narratifs trompeurs.</p> | <p>HACA<br/>ANP<br/>CEI<br/>Médias<br/>Partenaires<br/>techniques/Bailleurs des fonds<br/>Gouvernement<br/>Ministère de la Communication</p> | <p>Déclaration de l'OUA/UA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique, art 10</p> <p>PIDCP-Le pacte international relatif aux droits civils et politiques Art 19</p> |

**Pour le CRASC CENTRE**

**CRASC**  
Directeur Exécutif du Centre Régional  
d'Appui à la Société Civile Centre



Directeur Exécutif

04/12/2025

**Pour le CRASC EST**



Président du Conseil d'administration

04/12/2025

**Pour le CRASC SUD**



Président du Conseil d'administration  
04/12/2025

**Pour le CENTRE AHOUE**



Dre Anne-Nadège ASSAHON  
Présidente du Centre  
Coordonnatrice du projet  
« Regards Croisés »  
04/12/2025